



La capitale slovène, Ljubljana, était particulièrement bien choisie pour accueillir un sommet consacré aux régions alpines.

Un vrai sommet pour les régions alpines

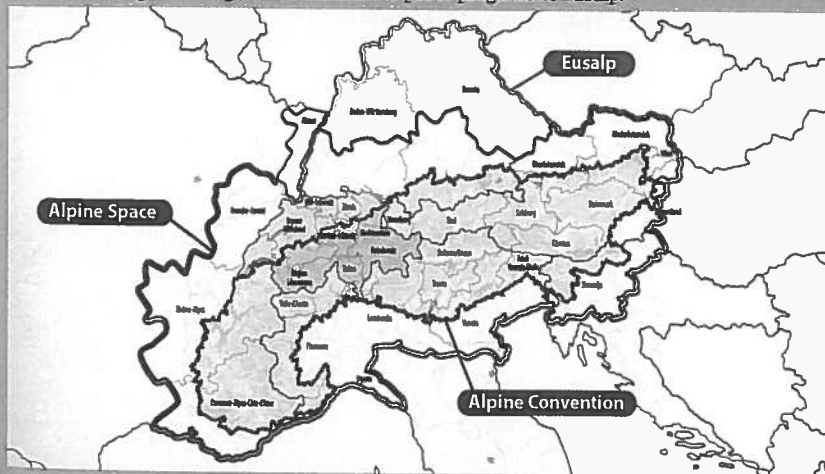
La stratégie européenne pour la région alpine (Eusalp) a officiellement été lancée à Brdo (Slovénie), le 26 janvier.

Avant l'atterrissage sur l'aéroport de Ljubljana, capitale de la Slovénie, les vingt dernières minutes permettent d'admirer ce que représente vraiment la "région alpine". A perte de vue, sommets enneigés et vallées verdoyantes

se succèdent : "château d'eau" de l'Europe, cet immense territoire de 70 millions d'habitants recèle autant de richesses qu'il ne dissimule de problèmes. Qu'il s'agisse de l'organisation du tourisme ou des transports, ou de la protection de l'environnement en milieu sensible, sept pays, dont la France, ont officiellement décidé de lancer le 25 janvier à Brdo (Slovénie), ce que l'on appelle dans le jargon de l'Union Européenne une nouvelle stratégie macro-régionale.

De quoi s'agit-il au juste ? De faire travailler ensemble, sur des objectifs précis et ciblés, plusieurs pays unis par un même territoire, et des questions communes, dans la recherche d'un modèle ▶

La carte des Régions européennes concernées par le programme Eusalp.



► de croissance innovant et durable. Soutien aux PME, mobilité (particulièrement complexe en milieu alpin, où trois gigantesques tunnels, dont la fameuse liaison Lyon-Turin, sont actuellement en construction ou en projet), tourisme, protection de l'environnement, gestion des ressources énergétiques, sont concernés par ces stratégies macro-régionales. Qui permettent au passage de bénéficier de subventions renforcées de la part de l'UE, par le biais des fonds structurels qui viennent s'ajouter aux financements nationaux ou régionaux...

La France pour la première fois

Trois programmes de ce type fonctionnent déjà depuis 2009, consacrés au Danube, à la Baltique et à l'Adriatique. Pour la première fois, la France, par l'intermédiaire de trois de ses Régions, Auvergne/Rhône-Alpes, PACA et Bourgogne/Franche-Comté, sera concernée par une stratégie de ce type, dont l'élaboration est rendue d'autant plus complexe que deux des pays y adhérant, la Suisse et le Liechtenstein, ne font pas partie de l'UE.

Le Sommet de Brdo, organisé par la Commission Européenne et le ministère slovène des affaires étrangères, a permis d'adopter la déclaration commune et de mettre en place les structures de travail pour les années à venir. L'ensemble sera proposé au vote du Parlement européen d'ici au mois de juillet, et pourra dès lors entrer dans une phase réellement active. Aux Régions françaises, guère représentées lors du Sommet slovène (lire en encadré), de faire entendre leur voix. ■

De notre envoyé spécial
en Slovénie Philippe Martin



Au cours de la session d'ouverture, présidée par le ministre des Affaires étrangères slovène Karl Erjavec (au centre), sont également intervenus les commissaires européennes chargées de la politique régionale, Corina Crețu (à gauche), et des transports, Violeta Bulc.

Les Régions françaises ont brillé... par leur absence

A elles seules, les trois Régions françaises s'inscrivant dans la stratégie Eusalp représentent 15,6 millions de citoyens, soit près de 23 % de l'ensemble des populations concernées. Pourtant, au moment des débats entre les différentes régions européennes, nos Régions ont brillé... par leur absence. Alors que nos voisins suisses, ou le Land de Bavière, ou encore la puissante région italienne de Lombardie, avaient par exemple délégué leurs présidents respectifs. Il est clair que la période post-électorale et d'installation des nouveaux exécutifs compliquait un peu la tâche de nos édiles, d'autant que deux des trois Régions concernées sont en pleine fusion. Mais l'on a bien senti à certains silences gênés, que cette absence globale pesait quelque peu sur les débats, ce malgré la présence du représentant du gouvernement français. La région Auvergne/Rhône-Alpes avait toutefois déléguée sa responsable du service coopérations européennes, **Céline Paris**, qui a lu à la tribune un message de la part du nouveau président **Laurent Wauquiez**, assurant l'ensemble des participants de l'investissement du nouvel exécutif (qui a mandaté **Etienne Blanc**, nouveau vice-président délégué aux finances) pour suivre ce sujet.

Très impliquée dans la question des transports et de la lutte contre le changement climatique, la région Auvergne/Rhône-Alpes pilotera d'ailleurs avec le Bade-Wurtemberg le groupe d'action dédié à l'accroissement du potentiel économique des régions alpines.

Reste à souhaiter que lors du prochain sommet d'Eusalp, alors que les stratégies communes commenceront à entrer dans leur phase active, et les subventions européennes à être distribuées, les Régions françaises soient un peu plus présentes...

"La France va s'impliquer complètement"

Harlem Désir, secrétaire d'Etat aux affaires européennes, était présent en Slovénie pour conforter la participation de la France au programme Eusalp. Il a répondu aux questions de *Régions Magazine*.

Le 1^{er} décembre 2014, lors du sommet fondateur d'Eusalp qui s'était tenu à Milan, le secrétaire d'Etat aux affaires européennes Harlem Désir n'avait pu effectuer le déplacement. Cette fois bien présent à Brdo, il a délivré un message d'engagement très fort de la part de la France dans ce programme. Et il a répondu aux questions de *Régions Magazine*.

Régions Magazine : la présence du secrétaire d'Etat chargé des Affaires européennes, ici à Brdo, montre s'il en est besoin, l'intérêt que la France porte au programme Eusalp. Pourquoi ?

Harlem Désir : ce programme concerne trois grandes régions françaises, dont deux récemment fusionnées : Auvergne/Rhône-Alpes, Bourgogne/Franche-Comté, et PACA. D'autre part, il y avait jusqu'à présent trois programmes d'action macro-économiques à l'échelle européenne, soit maritimes, soit fluviaux, mais pas de montagne, et la France n'était concernée par aucun d'entre eux. Avec Eusalp, en français la SUEA (Stratégie de l'Union européenne pour la région alpine), la France a décidé de s'impliquer fortement dans cette coopération qui concerne sept pays, 50 régions alpines et 70 millions d'habitants.

RM : pour quelles raisons ?

HD : d'abord parce que la région alpine représente la plus belle chaîne de montagne d'Europe, un de ses territoires les plus dynamiques et les plus compétitifs. C'est ici que le tourisme de masse a été inventé, par nos amis anglais qui n'avaient évidemment pas l'équivalent chez eux... Mais cette région se caractérise aussi par des défis communs, liés à sa topographie : carrefour de l'Europe mais barrière naturelle ; zone de tensions entre grandes métropoles et secteurs ruraux faiblement peuplés et confrontés à un vieillissement démographique ; tourisme de masse

qui doit évoluer vers des pratiques plus durables et mieux étalées dans l'année ; véritable château d'eau de l'Europe mais aussi écosystème fragile et exposés de plein fouet aux effets du changement climatique. Autant de défis que les régions alpines doivent relever en commun, pour améliorer leur mobilité, en faire une zone de croissance et d'emploi, et j'ajouterais une contrée modèle dans le respect de son environnement et sa capacité à appréhender les enjeux du changement climatique. Et la France s'engage à s'impliquer à tous les niveaux, qu'il s'agisse des experts de l'Etat, des Régions, de la société civile française alpine dans tous les groupes d'actions.

"La région alpine, c'est l'épine dorsale du continent"

RM : la décision de lancer Eusalp a été prise lors de la conférence d'Innsbruck, le 12 octobre 2012. Depuis on a signé une déclaration politique, créé un comité de pilotage, saisi la Commission européenne, organisé des colloques et des congrès, remué de l'énergie et dépensé pas mal d'argent... mais concrètement, il ne s'est pas passé grand-chose. Pourquoi ?

HD : les choses avancent parfois un peu lentement dans l'Union Européenne... et ici c'est encore plus compliqué car deux des pays concernés, et très impliqués, la Suisse et le Liechtenstein, ne font pas partie de l'UE ! Mais la déclaration commune que nous adoptons ici constitue le vrai point de départ pour des actions concrètes.

Je vous en cite quelques-unes des plus significatives : l'ouverture de **centres de formation européens aux métiers de la montagne** ; la coordination des **réseaux de transports de passagers** dans la région ; le **déploiement du**



Harlem Désir a répondu aux questions de *Régions Magazine*.

numérique en milieu montagnard ; la gestion commune de l'eau dans la chaîne des Alpes, qui est le véritable château d'eau de l'Europe ; le soutien massif à la construction durable en favorisant l'utilisation de matériaux locaux comme le bois, y compris par la **création d'un label alpin du bois** permettant de valoriser la sylviculture alpine.

La région alpine, c'est l'épine dorsale du continent. Avec cette stratégie, nous lui donnons de la chair. Ce programme est ambitieux, mais le propre de la culture de ces régions, c'est de ne pas avoir peur des grands sommets...

RM : puisqu'on parle de projet ambitieux, où en est la liaison Lyon-Turin ?

HD : elle suit son cours, et même plutôt bien. Notre appel à projets a permis l'utilisation des fonds européens, y compris pour les études d'impact, et plus de 800 M€ y ont déjà été affectés. Les premiers tunneliers techniques sont en cours, on avance pas à pas, et le prochain sommet franco-italien, au mois de mars, permettra justement de faire un point précis sur ces avancées. ■

Propos recueillis par Ph.M.